

# LA REVUE

du Réseau rural français

Numéro spécial



**PROJETS MCDR : DES SOLUTIONS TRANSVERSALES  
ET COLLECTIVES POUR LA RURALITÉ**

# PROJETS DE MOBILISATION COLLECTIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL (MCDR)

**21.** C'est le nombre de projets MCDR soutenus par le Réseau rural français depuis janvier 2018. Nationaux ou inter-régionaux, ces projets collectifs en faveur de la ruralité bénéficient d'un cofinancement du FEADER.

Misant sur la coopération, les projets MCDR combinent de nombreux atouts pour favoriser le développement local et l'innovation dans la durée : approche transversale des enjeux territoriaux, construction de réseaux d'acteurs locaux résilients, prise en compte des besoins des populations au plus près du terrain...

Découvrez 11 d'entre eux dans ces pages et retrouvez les 10 autres dans un premier numéro spécial publié en 2020.

## PROJETS MCDR : DES RÉSEAUX INNOVANTS, MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL Février 2020

### RÉSEAU RURAL ACS

ACSélérateur de la transition agro-écologique

### RENFORT

Réseau National Forêt-Territoires

### TRESSONS

Territoires Ruraux et Economie Sociale et Solidaire,  
Outils et Nouvelles Synergies

### #HAPPYTERR#

Alliances Paysannes Innovantes et Territoriales pour  
Réussir le Renouveau du milieu agricole

### PORT@IL

Pôle Rural Télétravail Animation Intergénération Loisirs  
"un tiers-lieu, deux tiers de solidarité et d'intergénération"

### MOBILISATION D'UN RÉSEAU D'ACTEURS POUR ACCOMPAGNER LA TRANSITION CLIMATIQUE

### ECLAT

Expérimenter avec des Collectifs Locaux  
une Agro-écologie Territoriale

### LE DÉVELOPPEMENT RURAL PAR LA COOPÉRATION

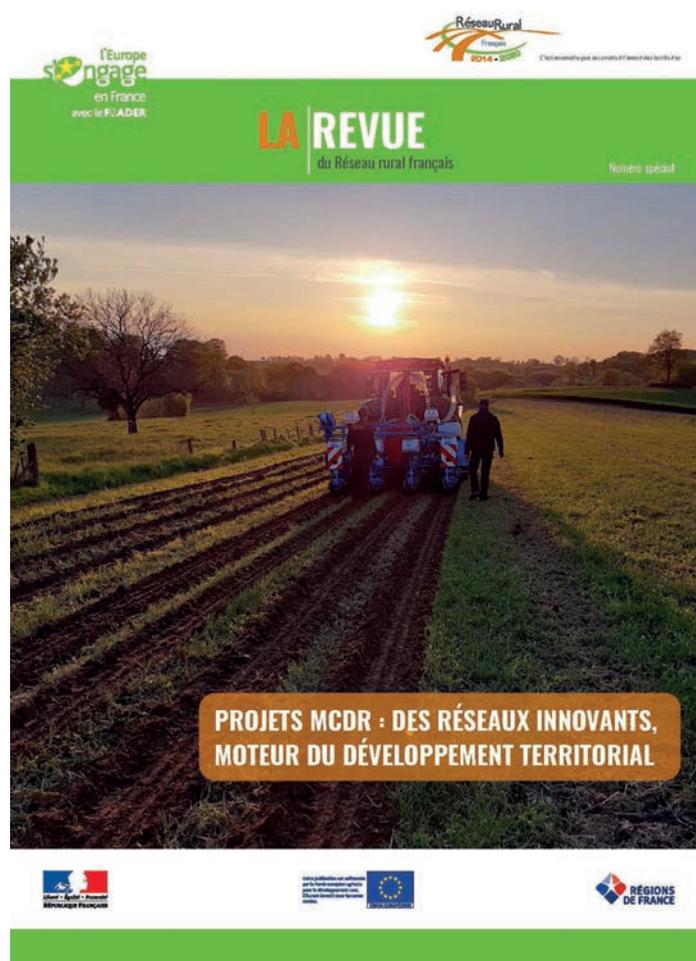
Produire, mettre en œuvre et diffuser  
une connaissance nouvelle sur le "comment coopérer"

### JARA

Jeunes Acteurs du Rural et de l'Agriculture

### TERREAU

Transfert d'Expériences Réussies en Rural :  
Essaimage, Agriculture, Usages



[Retrouvez ce numéro sur le site du Réseau rural](#)

# SOMMAIRE



P.4

## ACCESS'R

Accessibilité des services à la population en milieu rural



P.10

**ANIMATION NATIONALE DE L'EXPÉRIMENTATION "PRÉSERVATION DE L'ÉLEVAGE EXTENSIF, GESTIONNAIRE DES MILIEUX HUMIDES"**



P.18

## TransAgriDom

Accentuer la synergie entre territoires et acteurs des réseaux d'innovation et de transfert agricole pour assurer la transition agroécologique dans l'outre-mer



P.6

## AJITeR

Accompagner les jeunes adultes dans leur installation en territoire rural



P.12

## MADAME

Motiver et accélérer le développement des compétences des femmes de l'agro-artisanat en milieu rural pour une meilleure égalité



P.20

## USAGER.E.S

Innover par et avec les usager-e-s : territoires ruraux vivants et technologies appropriées



P.8

## LES TERRITOIRES APPRENANTS

Répondre aux nouvelles activités et aux nouvelles compétences en milieu rural



P.14

## REUNIR-AF

Réseau national pour l'agroforesterie



P.22

## VENAISON

Développer des filières de proximité de valorisation de viande de gibier pour les territoires ruraux



P.9

## PTRMC

Mobiliser un réseau des projets de territoires ruraux du Massif central



P.16

## RnPAT SAISON 2

Le réseau national des projets alimentaires territoriaux

## Renseignements

Unité nationale d'animation du RRN

Marc LONGHI

01 49 55 59 17

marc.longhi@agriculture.gouv.fr

rrf@reseaurural.fr

Mars 2021 - Publication éditée par le Réseau rural français

Directrice de la publication : Valérie METRICH-HECQUET - DGPE

Conception éditoriale : Unité nationale d'animation du RRN

Rédaction : agence KOGITO

Exécution graphique : ASP

Photo de couverture : Pascal Xicluna / Agriculture.gouv.fr - Atelier professionnel organisé au GAEC Guilbert (Calvados) dans le cadre du projet Reine Mathilde

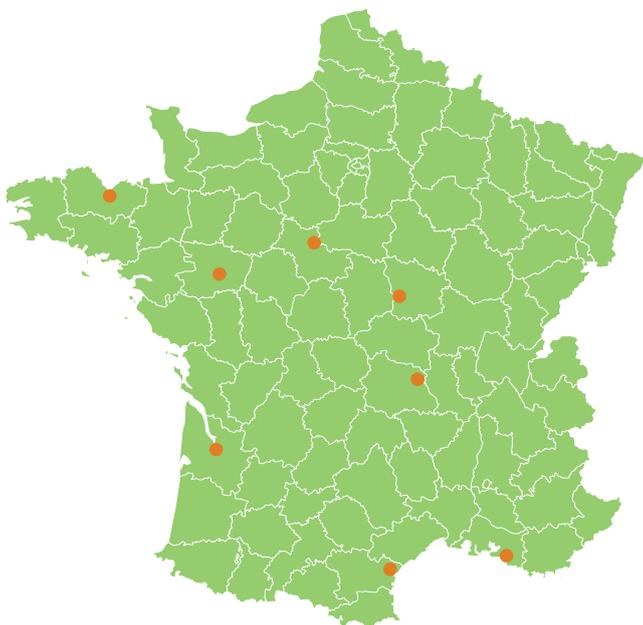
Le RRN remercie l'ensemble des porteurs de projet et leurs partenaires pour leur contribution à la réalisation de cette publication.

Suivez l'actualité des 21 projets MCDR sur [www.reseaurural.fr](http://www.reseaurural.fr)

## Accessibilité des services à la population en milieu rural

Il s'étend de l'Estonie à Mayotte et de la Bretagne à la Roumanie, en passant par la Belgique, le Luxembourg, l'Espagne, la Bulgarie et la Hongrie. ACCESS'R réunit 16 partenaires français et européens, acteurs du développement rural, qui s'intéressent depuis 2018 à un même sujet : les services à la population en milieu rural. Ces associations, GAL, collectivités ou Réseaux ruraux régionaux entendent « rendre visible les démarches innovantes en matière de revitalisation de l'offre de services aux publics dans les territoires ruraux ». Comment ? Par la capitalisation et la diffusion de bonnes pratiques. « La 1<sup>re</sup> phase du projet a consisté à identifier sur nos territoires des projets ou expériences innovantes » résume Marie de Bizien, chargée de mission à Leader France, l'association nationale coordinatrice d'ACCESS'R. « Nous avons notamment effectué des visites de terrain, dressé des portraits d'acteurs et organisé des ateliers d'échanges et des séminaires de travail à Saint-Brieuc, Lille ou La Rochelle. » Les travaux d'ACCESS'R ont porté sur 8 catégories de services : santé, emploi, commerce de proximité, logement, mobilité, habitat...

Après ce travail de recensement de bonnes pratiques, quelque 200 projets sont aujourd'hui répertoriés et cartographiés sur le site d'ACCESS'R : tiers-lieux, épiceries associatives, habitats coopératifs, garages solidaires, etc. Une trentaine d'entre eux sont par ailleurs détaillés dans [un recueil d'expériences](#) diffusé depuis septembre. Enrichie de ressources et de fiches d'analyse, cette publication présente des solutions concrètes de maintien ou de développement de services en milieu rural autour de trois grands enjeux : prévenir la désertification des zones rurales, conforter l'attractivité des territoires et accompagner et accueillir les populations.



● Partenariat avec des structures européennes : Espagne, Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Estonie et Luxembourg



Démultiplier des bonnes pratiques dans les territoires en tension



Marie de Bizien  
chargée de mission à Leader France



Les partenaires d'ACCESS'R travaillent désormais à la production d'une boîte à outils bilingue destinée aux porteurs de projets qui souhaitent déployer des actions d'itinérance, de digitalisation, de mobilité des services ou lancer des dynamiques d'ESS. « Nous souhaitons également prolonger nos travaux dans le cadre du projet Erasmus+ ESPRIT qui interroge la question des services sous l'angle de la formation d'acteurs et de porteurs de projets » conclut Marie de Bizien.

### En savoir +

Leader France : Marie de Bizien - [contact@leaderfrance.fr](mailto:contact@leaderfrance.fr)

Association Familles Rurales - Côtes d'Armor : Céline Morin  
[celine.morin@famillesrurales.org](mailto:celine.morin@famillesrurales.org)

PETR du Pays de Saint Brieuc : Amélie Dufeu  
[animation.leader@pays-de-saintbrieuc.org](mailto:animation.leader@pays-de-saintbrieuc.org)

Association Minervois Corbières Méditerranée - GAL de l'Est-Audois : François Galabrun - [direction@gal-estaudois.fr](mailto:direction@gal-estaudois.fr)

Association Nationale Nouvelles Ruralités : Frédéric Cagnato  
[contact@nouvellesruralites.org](mailto:contact@nouvellesruralites.org)

Communauté de communes Beauce Val de Loire : Pauline Foucher - [p.foucher@beaucevaldeloire.fr](mailto:p.foucher@beaucevaldeloire.fr)

Conseil départemental de la Gironde : Céline Drissi - [c.drissi@gironde.fr](mailto:c.drissi@gironde.fr)

PNR du Livradois-Forez : Eric Cournut  
[e.cournut@parc-livradois-forez.org](mailto:e.cournut@parc-livradois-forez.org)

RR PACA : Christelle CASO - [ccaso@maregionsud.fr](mailto:ccaso@maregionsud.fr)

RR Mayotte : Cécile Morelli - [cecmorelli@gmail.com](mailto:cecmorelli@gmail.com)

<https://accessr.eu>



"Les Colibres", un projet d'habitat groupé écologique initié par la SCIC Regain et la mairie de Forcalquier (04)  
© GAL Haute Provence - Luberon A.Gässler

## "Agir et investir pour la population"

par *Triin Kallas*, chef de projet à l'Estonian LEADER Union



"L'Estonian LEADER Union regroupe une vingtaine de groupes d'action locale (GAL). Dans le cadre d'ACCESS'R, nous avons développé des projets en Estonie dans des secteurs variés, à commencer par le numérique : par exemple, le réseau Kupland réunit des prestataires publics et privés pour promouvoir le travail à distance, tandis que E-stonia

donne accès en ligne à la quasi-totalité des services publics. Dans le domaine de la santé, MediTech propose des systèmes de surveillance à domicile pour les personnes en situation de handicap et les personnes âgées, et VIRTU permet de dispenser des soins virtuels à des seniors vivant dans les îles de la mer Baltique. Autre exemple : dans la ville de Tartu, l'entreprise sociale et multiculturelle Kõõmen offre un service de traiteur de cuisine orientale aux autres entreprises, aux institutions et aux particuliers.

En raison de la crise sanitaire, plusieurs services ont développé une offre virtuelle (magasins en ligne, vente directe des produits de la ferme, etc.). Globalement, l'essor du télétravail est bénéfique pour le développement rural et encourage même certains citadins à déménager en zone rurale.

ACCESS'R représente aussi un outil intéressant pour nos GAL qui partagent une base de données autour de leurs projets, bonnes pratiques et retours d'expériences. Les acteurs impliqués échangent directement entre eux et se conseillent les uns les autres. Ces derniers mois, malgré des annulations ou reports d'événements de notre réseau, nous continuons d'agir et d'investir pour la population en améliorant la qualité des services existants et en continuant d'en développer de nouveaux."

## "Corriger les inégalités territoriales d'accès aux services"

par *Céline Drissi*, Chef de projet développement territorial au Conseil départemental de Gironde



"La question du maintien des services au public est, pour le plus grand département de France qu'est la Gironde, un enjeu majeur d'accès aux droits, de maintien du lien social et d'attractivité. Pour ce faire, le Département accompagne des projets dans différents domaines, tels que la santé (à travers le soutien aux maisons pluridisciplinaires de santé notamment), le développement du numérique (dans le cadre du Plan HautMéga), des projets en matière d'éducation, de jeunesse, ainsi que des structures culturelles comme la librairie itinérante « Des Livres à Bord » ou le café associatif et culturel « La petite populaire ». Le Département suscite et encourage l'innovation pour répondre aux besoins non pourvus. Il est partenaire d'Inscycles, une association reconnue atelier et chantier d'insertion (ACI) qui remet en état des vélos ou des scooters dans une démarche écologique. Un projet lancé en 2016 et inspiré d'exemples réussis au Québec. Citons enfin ella Car, un mini-car qui va à la rencontre des seniors locataires pour favoriser leur autonomie, rompre l'isolement et partager des moments conviviaux intergénérationnels.

Toutes ces initiatives innovantes sont capitalisées dans le cadre d'ACCESS'R afin d'être partagées et d'inspirer d'autres territoires. Elles répondent également aux objectifs du [schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public \(SDAASP\)](#) axé autour de trois orientations stratégiques : corriger les inégalités territoriales d'accès à l'offre de services, agir sur l'offre de services par des solutions solidaires et innovantes et enfin agir sur les conditions d'accès physique, culturelle, financière à l'offre en faveur des publics en situation de fragilité."

## Accompagner les jeunes adultes dans leur installation en territoire rural

« Observer, identifier, capitaliser les leviers qui facilitent l'accueil des jeunes adultes dans les territoires ruraux, l'accompagnement de leur projet professionnel et, plus globalement, de leur projet de vie ». Responsable de projets à l'ADRETS, association cheffe de file d'AJITeR, Claire Belet résume les objectifs de cette MCDR menée en partenariat avec 4 autres structures : CIPRA France, l'UFISC, le CREFAD Auvergne et le RECCA. Chaque partenaire aborde la question de l'accueil des jeunes adultes sous un angle et un plan d'action différents : accessibilité des services au public, protection de l'environnement, culture, éducation populaire, etc.

« Trouver un logement, un emploi, monter un projet professionnel, être dans une dynamique sociale épanouissante... Nous identifions les besoins d'accompagnement des jeunes ruraux, les bonnes pratiques et les possibilités de consolidation et d'adaptation des politiques publiques à l'échelle territoriale et nationale ». Les partenaires d'AJITeR mènent par exemple des expérimentations destinées à favoriser l'accueil et l'installation durable des jeunes adultes dans les territoires ruraux : « La Caravane des possibles », un dispositif de formation et d'accompagnement en itinérance dans le Massif central, « l'AJITour », un parcours de 5 jours à la rencontre de porteurs de projets et d'initiatives dans les Alpes ou encore « Les mardis d'AJITeR par la culture », un cycle d'ateliers sur les parcours d'accompagnement des jeunes et de leurs initiatives.

En 2020, certaines actions ont été adaptées à la situation sanitaire, notamment avec l'organisation d'un cycle de webinaires thématiques : « Définir des tiers lieux jeunesse », « Vivre et habiter



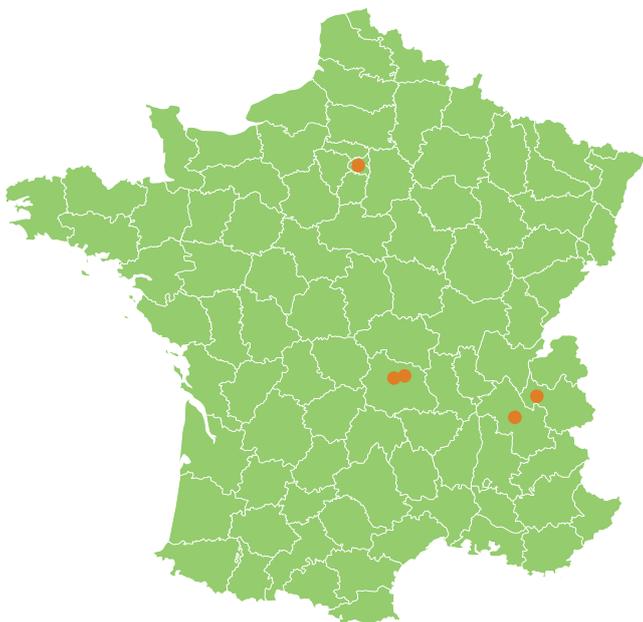
Consolider et adapter les politiques publiques à l'échelle territoriale et nationale



**Claire Belet,**  
chargée de mission ADRETS



autrement la ruralité », « Faciliter la participation citoyenne et l'activité des jeunes parents »... Témoignages vidéo, cartographie d'expériences inspirantes ou inventaire des dispositifs de financement destinés à favoriser l'accès à la culture, la mobilité ou le montage de projet : le site d'AJITeR recense des ressources et des actualités sur les initiatives favorisant l'attractivité des territoires, la qualité de vie, l'accès à l'emploi ou la participation des jeunes adultes à la vie citoyenne. La publication d'un livre blanc est également programmée. Fruit des analyses, expériences et préconisations issues du projet, cette publication finale doit « faire un état des pratiques, aller vers un apport, un regard méthodologique puis des recommandations en termes de politiques publiques ».



### En savoir +

ADRETS : Claire BELET  
adrets@adrets-asso.fr

CIPRA France : Marc-Jérôme Hassid  
marc-gerome.hassid@cipra.org

UFISC : Laure Hubert-Rodier  
aure.hubert-rodier@ufisc.org

CREFAD Auvergne : Claire Lamy  
claire.lamy@crefadauvergne.org

RECCA : Christian Lamy  
resocafeassociatif@gmail.com

[www.ajiter.fr](http://www.ajiter.fr)



Groupe de jeunes adultes participant à l'AJITour, 5 jours d'itinérance et de rencontres dans les Alpes pour "découvrir des métiers et aider à définir son projet en montagne".

## "Aider les jeunes à acquérir de nouvelles compétences et à exercer leurs responsabilités "

par **Claire Lamy**, animatrice et formatrice au CREFAD Auvergne



"En tant qu'association d'éducation populaire, nous souhaitons que les territoires soient vivants, que les jeunes puissent s'émanciper et faire ce qui leur plaît. Avec l'expérimentation de "La caravane des possibles", nous accueillons des groupes de jeunes porteurs de projets volontaires qui connaissent peu ou pas le milieu

rural. Nous les accompagnons, en itinérance et en hébergement collectif, à la découverte de projets qui les inspirent. À chaque visite de gîte, nous demandons aux hôtes de nous raconter leur parcours de vie. Souvent ils ont eu d'autres métiers et partagent leurs expériences.

Au départ, les jeunes ont des idées plus ou moins concrètes. Notre objectif est de leur donner de la méthode pour qu'ils définissent leur projet en lien avec leur projet de vie. Nous les faisons ensuite travailler sur la recherche de financements et nous proposons également un volet formation dont a par exemple bénéficié une étudiante pour acquérir de nouvelles compétences dans le cadre de son projet de création d'une association culturelle sur le territoire de la métropole de Clermont-Ferrand. Nous avons ensuite proposé des sessions de formation thématiques sur la prise de décision ou sur une question plus philosophique: « Le rapport à l'argent dans ma vie ». Ces ateliers et échanges apportent beaucoup à chacun, jeunes volontaires et formateurs."

## "Accueillir par le biais de la culture "

par **Grégoire Pateau**, chargé d'étude à l'UFISC



"La spécificité de l'UFISC (Union fédérale d'intervention des structures culturelles) est de proposer une porte d'entrée culturelle. Nous avons rejoint AJITeR pour contribuer à cette démarche collective d'actions en faveur de la jeunesse et de la ruralité. La 1<sup>ère</sup> année, nous avons cherché à identifier les pratiques existantes et à sensibiliser les acteurs culturels

sur le rôle qu'ils pouvaient jouer dans l'accompagnement des initiatives, des parcours d'emploi et de l'engagement des jeunes adultes.

En 2020, nous avons organisé un cycle de temps forts, Les Mardis d'AJITeR par la culture, avec des ateliers participatifs et un séminaire de travail en ligne, notamment sur l'accompagnement à la formation et à l'accès à l'emploi des jeunes adultes à travers la culture. Nous avons en parallèle réalisé une enquête auprès d'une cinquantaine d'acteurs artistiques et culturels et des études de cas pour identifier comment les structures culturelles appréhendaient l'accompagnement de ce public.

Ces différents travaux ont été l'occasion de mener une réflexion sur le rôle des acteurs culturels dans la construction de projets culturels de territoire. Ils ont aussi souligné l'importance d'avoir des lieux intermédiaires indépendants et multiples pour favoriser le lien social et la proximité avec les habitants, pour infuser une pratique culturelle sur un territoire. Parmi les prochaines actions à déployer : des sessions de formation et de sensibilisation des élus locaux sur ces enjeux."

# TERRITOIRES APPRENANTS



## Répondre aux nouvelles activités et aux nouvelles compétences en milieu rural

Comprendre en quoi les dynamiques apprenantes locales peuvent être des facteurs d'innovation territoriale : c'est tout l'enjeu de Territoires apprenants. « *Que des projets s'inscrivent en lien direct avec l'identité du territoire ou qu'une population décide de se spécialiser dans un nouveau secteur d'activités économiques, il s'agit bien d'une anticipation qui structure et développe des compétences spécifiques au regard de sa localisation et de ses objectifs* » assure Truong Giang Pham, chef de projet au sein de Sol et Civilisation, association cheffe de file de Territoires apprenants. Après une première année consacrée à identifier des initiatives innovantes sur différents territoires, le projet est entré dans une phase d'analyse et de réflexion visant à « *dégager des invariants, ceux qui sont facteurs de succès, ainsi que les freins et les écueils* ».

« *Bien lancer le projet a impliqué d'identifier les modalités d'innovation par les "compétences"* ». Ensuite, plusieurs mois d'investigations ont été nécessaires, en France et dans les territoires d'outre-mer. « *Sur la base de monographies et d'enquêtes, nous avons sélectionné des associations, des entreprises et d'autres formes de groupements en avance sur cette notion d'apprenance.* » S'ensuit toute une série d'analyses d'initiatives sur le plan économique et développemental : le projet culturel du château de Goutelas dans le Forez, le soutien aux agriculteurs de l'Armefflor, une association réunionnaise spécialisée dans l'économie fruitière, légumière et horticole... « *Le regard des populations locales est aussi crucial pour cerner parfaitement la portée et l'intérêt de chaque projet* ». L'étude se fonde également sur une série d'audits de territoire : « *Durant deux ou trois heures, nous rencontrons les porteurs de projet pour entrer dans le détail de chaque initiative locale et rechercher*

“

Compétences techniques et savoir-être sont spécifiques à un territoire donné



Truong Giang Pham,  
chef de projet,  
association Sol et Civilisation

”

sur quoi portaient les compétences développées. Nous sommes arrivés à dégager un premier invariant : le succès d'une initiative est toujours conditionné à la mobilisation des acteurs institutionnels, économiques et associatifs. Mais un réseau bien entretenu et un espace dédié aux échanges s'avèrent aussi cruciaux pour réussir toute opération de spécialisation d'un territoire. »

La création d'un [site internet](#) complète l'action de l'association. « *À chaque déplacement, des témoignages vidéos sont publiés, accompagnés de carnets de bord et d'audits* » souligne Truong Giang Pham. Un guide destiné aux acteurs institutionnels locaux sera par ailleurs publié à l'issue du projet. Son objectif : « *Fournir des bonnes pratiques pour lancer une dynamique de territoire apprenant, améliorer la résilience des territoires et sécuriser les parcours professionnels de leurs habitants.* »



Lectures, échanges et ateliers lors de la "rencontre apprenante" organisée en 2019 à Mimizan autour d'une thématique : "Les compétences territoriales, ancrage et transférabilité".

### En savoir +

Sol et Civilisation :  
Truong Giang PHAM - [giang.pham@soletcivilisation.fr](mailto:giang.pham@soletcivilisation.fr)

Institut de Formation des Cadres Paysans (IFOCAP) :  
Pascale RACT - [pascale.ract@ifocap.fr](mailto:pascale.ract@ifocap.fr)

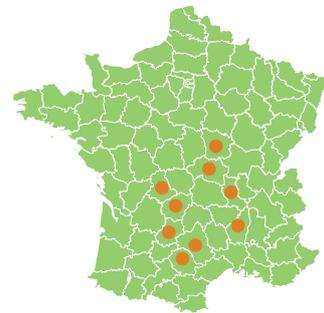
Union nationale des maisons familiales et rurales d'éducation et d'orientation : Brigitte GEHIN - [brigitte.gehin@mfr.asso.fr](mailto:brigitte.gehin@mfr.asso.fr)

Communauté de communes d'Erdre et Gesvres :  
André DURAND - [Andre.durand@cceg.fr](mailto:Andre.durand@cceg.fr)

Pays de Fougères :  
Pierre ROUSSEAU - [pierre.rousseau@pays-fougeres.org](mailto:pierre.rousseau@pays-fougeres.org)

<https://terrapp.eu>

# MOBILISER UN RÉSEAU DES PROJETS DE TERRITOIRES RURAUX DU MASSIF CENTRAL (PTRMC)



Bois, pierre et alimentation. À travers le projet PTRMC dont il est chef de file, Vivier bois Massif central (VBMC) entend mettre en avant ces trois filières à forte valeur ajoutée, promouvoir les spécificités de son territoire et répondre aux enjeux du développement rural. Pour Mathias Vermesse, coordinateur de l'association, l'objectif est simple : « Structurer des filières locales à travers le Massif central et valoriser le bois, que ce soit pour l'énergie ou pour la construction. La valeur ajoutée doit ensuite rester au maximum sur le territoire. »

VBMC accompagne des collectivités ou des entreprises dans leurs projets de construction de structures ou bâtiments en bois. L'association s'est par exemple associée à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Lot pour aménager le restaurant d'application de l'école des métiers du Lot à Cahors et s'occupe de la création d'une extension pour une école à Égletons (Corrèze). « Nous voulons montrer qu'il est possible de construire des bâtiments fonctionnels en bois local et que cela ne coûte pas forcément plus cher à la collectivité ». Un travail de repérage de petites parcelles est également réalisé dans le but de valoriser la biomasse-bois. Le projet est suivi de près par le syndicat départemental d'énergie du Lot, potentiellement intéressé pour installer une unité de transformation de granulés de bois sur le territoire.

Côté « alimentation », l'association partenaire Terroirs Viticoles du Massif central (TVMC) s'est structurée autour d'un projet de vin sans soufre et de valorisation du raisin vert, avant de créer le Vertessens, un produit aromatique innovant utilisé dans la restauration gastronomique. « Avec l'appui de groupements de viticulteurs, TVMC compte également initier de nouveaux projets en intégrant d'autres territoires comme le Beaujolais » détaille Franck Tarantola, animateur de TVMC.



Chantier démonstrateur d'un bâtiment industriel à ossature bois (Douglas) à Castres (81), un projet cofinancé par l'Europe et porté par l'association Filière Bois Haut Languedoc Sud Massif central.

“

Encourager l'interfilière, l'animation de projet et la montée en compétences des acteurs locaux



Franck Tarantola,  
animateur de TVMC

”

Forts d'un réseau élargi, les partenaires de PTRMC mobilisent les trois chaînes de valeur sur différents projets. Toujours en lien avec des acteurs des territoires viticoles, l'une des idées est de construire des habitats légers de loisirs en bois dans les vignobles et de réhabiliter la culture de la vigne en terrasses avec l'aménagement de murs en pierres sèches. En ligne de mire : le développement de l'œnotourisme dans le Massif central. « Ce qui est important, c'est notre capacité à travailler ensemble et à mobiliser nos compétences d'ingénierie territoriale », assure Franck Tarantola.

Les échanges entre les partenaires seront notamment favorisés grâce à la création d'une plateforme collaborative numérique. Actuellement expérimenté, l'outil est amené à évoluer, comme l'explique les porteurs de projet : « C'est l'enjeu de 2021. Nous allons calibrer cette plateforme de partage de ressources et d'informations pour encourager l'interfilière, l'animation de projet et la montée en compétences des acteurs locaux. »

## En savoir +

VBMC : Mathias Vermesse  
mathias.vermesse@vivier-bois-massifcentral.fr

TVMC : Franck Tarantola  
terroirs.viticoles.mc@gmail.com

APAMAC : Angélique Audousset  
a.audousset@cm-limoges.fr

Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien (COR)  
Valérie L'Héritier - valerie.lheritier@c-or.fr

CMA de la Haute-Vienne : Marie-Amélie Moury  
ma.moury@cm-limoges.fr

CMA du Lot : Jean-Michel Pangrazzi  
jm.pangrazzi@cm-cahors.fr

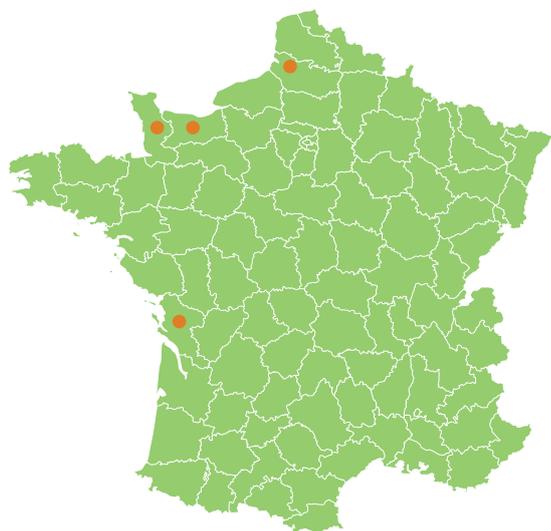
CMA du Tarn : Laurence Bousquet  
laurence.bousquet@cm-tarn.fr

[www.vivier-bois-massifcentral.fr](http://www.vivier-bois-massifcentral.fr)

# Animation nationale de l'expérimentation "Préservation de l'élevage extensif, gestionnaire des milieux humides"

Identifier et valider des solutions pour maintenir une activité d'élevage dans les marais ou prairies humides et préserver ces milieux fragiles. Voilà l'ambition du projet « *Préservation de l'élevage extensif en milieux humides* ». « *Les enjeux sont doubles : d'un côté, un secteur économique en crise et de l'autre une artificialisation des zones humides avec un impact important sur la biodiversité mais aussi sur les services rendus par ces milieux (épuration des eaux, séquestration du carbone, régulation des inondations...)* » explique Florence Thinzilal, responsable du projet et coordinatrice du pôle agroécologie au Forum des Marais Atlantiques. « *Une alliance serait bénéfique aux deux parties, éleveurs et milieux humides, car il peut être plus difficile d'entretenir ces zones si elles n'accueillent pas d'activité économique.* » À l'origine de cette MCDR : la publication, fin 2017, d'un rapport du CGAAER et du CGEDD qui recommandait de mettre en œuvre des projets territoriaux de développement durable entre éleveurs et collectivités intégrant des milieux humides afin de « *développer l'élevage extensif et reconquérir la biodiversité* ». Pour expérimenter cette démarche, trois sites pilotes ont été identifiés : les marais du Cotentin et du Bessin, le marais de Brouage et la plaine maritime de la Baie de Somme.

Portées par des partenariats entre Chambres d'agriculture et collectivités, les expérimentations réunissent entre une vingtaine et une cinquantaine d'éleveurs. Leurs travaux portent sur de nombreux sujets : adaptation et valorisation des pratiques d'élevage, valorisation des produits, évolution des systèmes d'aides publiques... « *Par exemple, l'Université de Caen étudie et valorise, auprès des éleveurs, les services écosystémiques rendus par les prairies des marais du Cotentin et du Bessin. En parallèle, ce site travaille sur l'expérimentation du dispositif PSE (Paiement pour services environnementaux) financé par l'Agence de l'eau Seine-Normandie sur une partie de son territoire* », illustre Florence Thinzilal. Autres exemples : le marais de Brouage a lancé la 1<sup>re</sup> association foncière pastorale en zone humide et les éleveurs picards développent une filière viande bovine sous la marque Baie de Somme Saveurs. Sur les trois territoires, un accompagnement des éleveurs dans le renforcement de leurs pratiques de pâturage est déployé, basé sur la démarche Pâtur'Ajuste.



“

Favoriser l'engagement  
des éleveurs pour des  
pratiques agroécologiques  
innovantes



**Florence Thinzilal,**  
coordinatrice du pôle agroécologie  
au Forum des Marais Atlantiques

”

Les sites pilotes sont par ailleurs engagés dans des réflexions sur la mise en œuvre d'un dispositif de rémunération, basé sur un engagement collectif d'éleveurs autour d'enjeux relatifs à l'entretien des réseaux hydrauliques tertiaires, à la gestion raisonnée du parasitisme ou des pratiques de fauche des prairies. « *Il existe des mesures agro-environnementales (MAEC) collectives en France mais elles ne sont pas applicables dans les territoires tests. L'objectif est de proposer aux pouvoirs publics l'expérimentation d'un mécanisme complémentaire pour répondre aux attentes des éleveurs et gestionnaires des milieux humides. Favorisant l'engagement des éleveurs pour des pratiques agroécologiques innovantes, ces contractualisations collectives apporteront également une plus-value environnementale supérieure à celles des actions individuelles.* »

## En savoir +

Forum des Marais Atlantiques :  
Florence Thinzilal - fthinzilal@forum-marais-atl.com  
Mélanie Bordier - mbordier@forum-marais-atl.com

Syndicat mixte Baie de Somme - Grand Littoral picard :  
Matthieu Franquin / matthieufanquin@baiedesomme.fr

Chambre d'agriculture de la Somme : Stéphane Versheure  
s.versheure@somme.chambagri.fr

Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime : Sébastien Meriau  
sebastien.meriau@charente-maritime.chambagri.fr

Entente intercommunautaire de la Communauté d'agglomération  
Rochefort Océan et de la Communauté de communes du Bassin de  
Marennes : Vérane PAGANI - v.pagani@agglo-rochefortocéan.fr

Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin :  
Marie Deville / mdeville@parc-cotentin-bessin.fr

Chambre d'agriculture de la Manche : Pascal Danneels  
pascal.danneels@normandie.chambagri.fr

INRAE de Saint-Laurent-de-la-Prée : Eric Kerneis  
eric.kerneis@inrae.fr

[www.forum-zones-humides.org/elevage.aspx](http://www.forum-zones-humides.org/elevage.aspx)



Blondes d'aquitaine pâturant dans les prairies humides de la basse vallée de la Somme  
© M.Franquin/SMBS-GLP

## "Impliquer davantage les agriculteurs et créer un véritable projet de territoire "

par **Matthieu Franquin**, chargé de projet agro-environnement, Syndicat mixte Baie de Somme – Grand Littoral Picard



"Être recommandé comme site pilote a été une reconnaissance des actions que nous menons depuis 2012 en faveur de la préservation de nos zones humides et le maintien de l'activité d'élevage sur ces territoires. Notre participation est aussi l'opportunité de poursuivre notre dynamique, d'impliquer davantage les agriculteurs et de créer un véritable projet de

territoire. La Baie de Somme est un site de plus de 20 000 ha, dont 7 500 sont des prairies humides utilisées pour l'élevage : bovins, agneaux de prés salés et chevaux. L'élevage joue un rôle primordial dans la préservation écologique de ce milieu et le maintien des paysages. Sans les éleveurs, le maintien de ces écosystèmes très riches en biodiversité aurait un coût très élevé et des espèces comme le Vanneau huppé déclinerait. L'alliance a fonctionné pendant des siècles mais aujourd'hui le monde de l'élevage est en difficulté économique et doit être soutenu.

Parmi nos projets emblématiques : la création de la marque Baie de Somme Saveurs à l'initiative d'un groupe d'éleveurs, du Conseil départemental et de la Chambre d'agriculture. Son cahier des charges est strict : la production doit être locale (avec des animaux élevés en prairies humides pendant au moins deux ans), durable (au moins 50% des prairies en MAE), respectueuses des paysages, etc. La commercialisation a débuté à l'automne 2020 avec l'ambition de voir la viande sur les étals de boucheries traditionnelles et de la grande distribution. Et nous menons bien d'autres actions : fermes pilotes sur l'évolution des systèmes fourragers et la valorisation du pâturage, protocole de réduction des traitements antiparasitaires, remise en pâturage de propriétés publiques..."

## "Tout le monde participe au bon fonctionnement du marais "

par **Frédéric Gorichon**, éleveur et président de l'association des éleveurs du Marais de Brouage



"Arrêter l'élevage c'est abandonner le marais. Sans les animaux, les prairies humides deviennent des friches où les ronces et prunelliers remplacent l'herbe avec comme conséquences une perte importante de la biodiversité, le développement des moustiques, l'arrivée de sangliers, la baisse du niveau d'eau... Éleveurs, association foncière pastorale, syndicats de marais, syndicats mixtes, collectivités... Tout le monde participe au bon fonctionnement du marais.

Le rapport de 2017 a souligné la cohérence et la force des acteurs du marais de Brouage. Nous sommes notamment à l'origine de la première association foncière pastorale en zone humide de France. Créée début 2019, elle a pour objectif de réunir tous les propriétaires du marais (exploitants ou non) afin de gérer collectivement son développement, son entretien et l'activité agricole. L'association est un succès : 90% des propriétaires du marais en font partie. Autre projet de notre territoire : le développement d'un atelier collectif de découpe et de transformation de la viande. Cette structure est nécessaire pour développer les circuits courts (magasins de producteurs, vente directe) et alimenter les cantines scolaires. Nous étudions également différentes pistes pour valoriser la viande issue de l'élevage en marais. Dans cette optique nous regardons de près le développement de la marque Baie de Somme Saveurs. C'est tout l'intérêt des projets collectifs comme les MCDR : voir ce qui fonctionne et s'enrichir des expériences de chacun."

Le rapport de 2017 a souligné la cohérence et la force des acteurs du marais de Brouage. Nous sommes notamment à l'origine de la première association foncière pastorale en zone humide de France. Créée début 2019, elle a pour objectif de réunir tous les propriétaires du marais (exploitants ou non) afin de gérer collectivement son développement, son entretien et l'activité agricole. L'association est un succès : 90% des propriétaires du marais en font partie. Autre projet de notre territoire : le développement d'un atelier collectif de découpe et de transformation de la viande. Cette structure est nécessaire pour développer les circuits courts (magasins de producteurs, vente directe) et alimenter les cantines scolaires. Nous étudions également différentes pistes pour valoriser la viande issue de l'élevage en marais. Dans cette optique nous regardons de près le développement de la marque Baie de Somme Saveurs. C'est tout l'intérêt des projets collectifs comme les MCDR : voir ce qui fonctionne et s'enrichir des expériences de chacun."

# MADAME

## Motiver et accélérer le développement des compétences des femmes de l'agro-artisanat en milieu rural pour une meilleure égalité

« Savez-vous que seulement 25% des gérants d'entreprises artisanales sont des femmes ? » interpelle Sara Botti, chargée de mission Europe à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) du Rhône. « En 2018, une étude réalisée par la CMA du Rhône esquissait cette difficile mixité dans les métiers de l'artisanat et de l'agriculture ». Le projet MADAME vise à mieux comprendre les freins à la mixité professionnelle dont souffrent ces deux secteurs d'activités, notamment afin d'améliorer l'égalité femmes-hommes en zones rurales. Pour ce faire, des actions innovantes à destination des enfants, des jeunes et des enseignants sont mises en œuvre, de manière à déployer, dans un second temps, les meilleures initiatives sur l'ensemble du territoire.

« La 1<sup>re</sup> année du projet a été dédiée à l'analyse sur le terrain des stéréotypes dont sont victimes toutes les classes d'âges » poursuit Claire Chany, psychologue du travail au Centre d'Aide à la Décision de la CMA du Rhône. Des enfants de maternelle et de primaire ont expérimenté différents jeux, comme le « Mémo égalité », invitant à retrouver, pour un même métier, l'homme et la femme l'exerçant. « Les métiers de mon village » permet, lui, d'affecter des hommes ou des femmes à l'exercice de certains métiers artisanaux et agricoles. « Pour les métiers de la boulangerie, par exemple, nous demandons quelle personne affecter à la préparation du pain et quelle autre à la vente. Les résultats traduisent déjà une intégration des métiers genrés puisque la majorité des enfants place l'homme à la fabrication du pain et la femme à la vente. S'amorce ensuite un débat sur les capacités de chacun(e) à accomplir toutes sortes de métiers, sans distinction de sexe » poursuit Claire Chany.

Destiné aux élèves de 4<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> d'orientation en MFR et les jeunes en seconde générale et technologique, le stage d'immersion « À la découverte des métiers genrés » permet aux garçons de découvrir un métier majoritairement exercé par les femmes, et inversement. « À travers cette action, nous les encourageons à ouvrir le champ de leurs possibles en découvrant tous les métiers proposés par

“

MADAME favorise la mixité, le vivre-ensemble et le respect d'autrui



Sara Botti,  
chargée de mission  
Europe à la CMA de Lyon

”

les entreprises artisanales et agricoles » explique Claire Chany. Même démarche réflexive pour les apprenti(e)s, grâce à l'action « Débattons relations de travail en entreprise ». Auteur(e)s et acteur(rice)s d'un jour, les jeunes, par le biais du théâtre, échangent sur l'égalité au travail et le harcèlement. Un guide pratique, fruit de leurs réflexions, sera remis aux maîtres d'apprentissage, les invitant à mieux appréhender la mixité au travail. Point d'orgue du projet, la formation « Orientation genrée : comment éviter les pièges » fournit aux enseignant(e)s du secondaire des supports d'information destinés à mieux connaître les métiers de l'artisanat et de l'agriculture et à aborder l'orientation de leurs élèves de façon non genrée.

Toutes ces actions expérimentées par les partenaires sur leur territoire pourront être proposées au niveau national après analyse des résultats. « MADAME a également donné lieu à des expérimentations à 360°, dont le projet ESTEEM, destiné à étudier la parité dans l'accès à l'entrepreneuriat pour les entreprises artisanales » conclut Sara Botti.

### En savoir +

CMA France : Marie SERGENT - msergent@cma-france.fr

CMA du Rhône : Sara BOTTI - s.botti@cma-lyon.fr

CMA de la Drôme : Anne-Sophie DERAËVE  
as.deraeve@cma-drome.fr

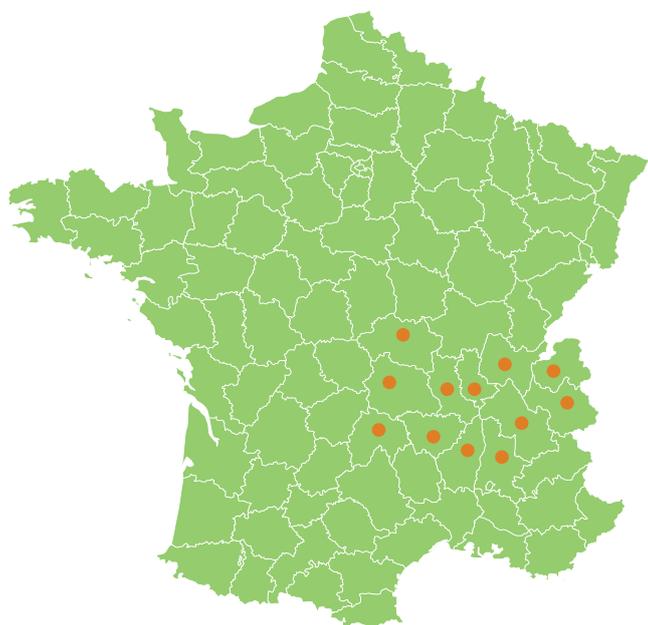
CMA de l'Ardèche : Séverine DEGIRON  
s.degiron@cma-ardeche.fr

Chambre d'agriculture du Rhône : Lydie HOUAL  
lydie.houal@rhone.chambagri.fr

MFR d'Auvergne-Rhône-Alpes : Charlotte MESTRE  
charlotte.mestre@mfr.asso.fr

MFR de Provence-Languedoc : Patricia RICAULX  
patricia.ricaulx@mfr.asso.fr

[www.cma-lyon.fr/se-former/europe/madame](http://www.cma-lyon.fr/se-former/europe/madame)





De la maternelle au Bac professionnel, MADAME sensibilise les élèves aux stéréotypes de genre dans les métiers de l'artisanat et de l'agriculture.

## "L'école a un rôle actif à jouer sur l'accessibilité des métiers à tous les élèves"

par **Elise Chabert**, directrice adjointe de la maison familiale rurale (MFR) de Saint-Martin-en-Haut



"Nous avons été contactés par la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône et le CFA Régional des MFR pour participer à une expérience pilote menée auprès de deux groupes d'apprentis en maintenance automobile de niveau CAP et Bac professionnel. Les élèves étaient invités, à travers l'intervention d'une

compagnie théâtrale, à prendre du recul face à la mixité au travail et au harcèlement. Le matin, ils ont été encadrés par la compagnie théâtrale et ont élaboré l'affiche du « spectacle » donné l'après-midi même, avec des saynètes reprenant les thématiques abordées.

Nous comptons trois filles en Bac professionnel maintenance automobile. La mixité au travail est donc un sujet sur lequel les élèves ont déjà été amenés à réfléchir. C'est pourquoi ils ont aussi élaboré un questionnaire qu'ils ont soumis à leurs maîtres d'apprentissage. Cette enquête servira de base à l'élaboration d'un guide de destination des chef(fe)s d'entreprises artisanales recrutant des jeunes en apprentissage. Comment ne pas être discriminant à l'embauche ? Comment faire respecter la mixité au sein de son entreprise ? Autant de questions auxquelles ce guide aura vocation à répondre pour favoriser l'intégration des filles dans des métiers traditionnellement occupés par des garçons. Ces deux initiatives ont remporté un franc succès et nous pensons réitérer l'expérience l'an prochain auprès d'autres classes."

## "Briser les idées reçues sur les métiers dits « genrés »"

par **Florence Bourgeois Fioriti**, chargée de mission pour l'égalité des chances à l'Académie de Lyon



"Lorsque la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Rhône nous a proposé de participer à l'animation "Briser les idées reçues sur les métiers dits « genrés »", nous avons pleinement adhéré à cette démarche. En effet, les statistiques prouvent qu'aujourd'hui encore, après la classe de 3<sup>e</sup>, garçons et filles ne choisissent pas les mêmes

voies professionnelles. Ce dispositif permet de restaurer la place centrale que doivent occuper les enseignant(e)s dans l'orientation de leurs élèves. Pour cela, les professeur(e)s doivent mieux connaître les métiers de l'artisanat et de l'agriculture. Nous avons ainsi proposé aux professeur(e)s des classes de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> et à la psychologue du collège du Val d'Argent, à Sainte-Foy-l'Argentière, de prendre part à l'expérience.

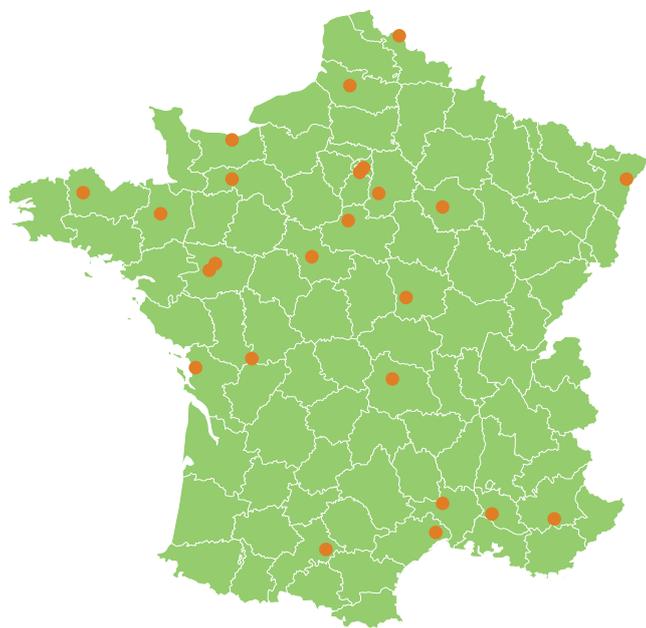
Concrètement, cette action s'est déroulée en plusieurs temps. Le premier a été une rencontre avec des professionnel(le)s de l'artisanat et de l'agriculture. Une apprentie suivant une formation en carrosserie, un producteur de légumes bio, un boulanger et un maître d'apprentissage en viticulture ont témoigné auprès des élèves de leur passion pour leur métier. Passion qui s'affranchit des préjugés concernant les stéréotypes liés à l'orientation. Deux autres temps d'échanges sont prévus : un parcours de formation en ligne ainsi qu'une rencontre au cours de laquelle les professeurs se verront remettre des supports d'information sur les métiers artisanaux et agricoles, ainsi qu'un kit pédagogique plus général pour lutter contre les stéréotypes de genre. Nous espérons qu'ils se les approprient rapidement et les exploitent durant leurs cours pour exposer aux jeunes le très large univers des possibles qui s'offre à eux."

# RÉUNIR-AF

## Réseau national pour l'agroforesterie

Améliorer l'intégration et la prise en compte des systèmes agroforestiers dans les politiques publiques et promouvoir l'agroforesterie. Voilà l'ambition majeure de RÉUNIR-AF. Porté par l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA) et l'Association française arbres champêtres et Agroforesteries (Afac-Agroforesterie), ce projet MCDR associe un réseau de [23 référents régionaux](#) issus de structures locales et régionales de développement de l'agroforesterie. « Majoritairement composés d'un binôme Chambre d'agriculture et Afac, les référents locaux sont nos yeux et oreilles sur le terrain. Parce qu'ils observent au quotidien les effets des réglementations, leur expertise est très importante pour identifier les points d'amélioration possibles de ces politiques » explique Baptiste Sanson, co-pilote de RÉUNIR-AF et responsable stratégie et projets de l'Afac-Agroforesteries. « L'idée du projet est de réfléchir tous ensemble et de faire des propositions notamment pour la prochaine PAC » complète Léa Lemoine, cheffe de projet à l'APCA.

Rassemblés lors de séminaires ou dans le cadre de groupes de travail, les partenaires de RÉUNIR-AF se sont penchés sur la question du sylvopastoralisme dans la future PAC, des impacts de l'introduction d'arbres sur des parcelles viticoles, de la prise en compte des infrastructures arborées dans toutes les interventions de la future PAC (conditionnalité, paiements pour services environnementaux, etc.) ou encore de l'association arbres-volailles. Des travaux qui ont notamment abouti à la création d'une [note de propositions pour une meilleure intégration des systèmes agroforestiers dans la PAC post 2020](#). « Nous avons bien avancé sur le sujet du sylvopastoralisme et de la PAC et poursuivons nos échanges avec les pouvoirs publics sur les modalités d'applications de nos propositions », précise Baptiste Sanson. D'ici la fin du projet, les partenaires envisagent la publication de guides sur des thématiques comme l'agroforesterie et les zones de non-traitement ou la prise en compte de l'arbre dans le déploiement de la fibre optique.



● Partenariat avec une structure à Corte en Corse

“

Sur l'exploitation, l'agroforesterie permet de diversifier les productions, de valoriser le bois ou d'améliorer le bien-être animal



”

**Léa Lemoine,**  
cheffe de projet à l'APCA

**Baptiste Sanson,**  
directeur d'Afac-Agroforesteries

Afin de promouvoir l'agroforesterie, les partenaires ont lancé, en 2018, le concours national des pratiques d'agroforesterie, intégré au Concours Général Agricole dans sa catégorie « Pratiques agroécologiques ». Lors de cette première édition, cinq agriculteurs ont été récompensés « pour leurs pratiques agroforestières extraordinaires et exemplaires » précise Baptiste Sanson. Pourquoi promouvoir l'agroforesterie ? Pour ses multiples avantages environnementaux, agricoles ou paysagers : « Les arbres attirent des auxiliaires de cultures pour lutter contre les ravageurs. Leur appareil racinaire permet de maintenir la structure du sol, de retenir l'eau, d'empêcher les glissements de terrain et de faire remonter les nutriments. Sur l'exploitation, l'agroforesterie permet aussi de diversifier les productions, de valoriser le bois (bois énergie, litière...) ou d'améliorer le bien-être animal » développe Léa Lemoine. « La trame bocagère au cœur des paysages agricoles a la capacité de réguler le climat, de stocker du carbone et constitue un réservoir de biodiversité » ajoute Baptiste Sanson.

### En savoir +

APCA : Léa Lemoine  
lea.lemoine@apca.chambagri.fr

Afac-Agroforesterie : Baptiste Sanson  
baptiste.sanson@afac-agroforesteries.fr

[www.rmt-agroforesteries.fr/fr/reunir-af/](http://www.rmt-agroforesteries.fr/fr/reunir-af/)



Le jury du concours national des pratiques d'agroforesterie en Normandie  
© Afac-Agroforesteries

## "Réintroduire des haies pour favoriser la biodiversité et protéger les cultures du vent"

par **Carole Anziani**, chargée de mission agro-environnement à l'office de l'environnement de Corse



"Déjà membre du Réseau Rural Agroforestier Français (RRAF – projet MCDR 2015-2018), je suis référente régionale REUNIR-AF pour la Corse. Je participe notamment aux groupes de travail sur le sylvopastoralisme, la viticulture, les parcours volaille et les surfaces d'intérêt écologique (SIE). Être membre d'un réseau comme REUNIR-AF offre des opportunités de

rencontres et d'échanges. Nous avons par exemple travaillé sur des propositions pour la future PAC afin de valoriser davantage les haies et arbres isolés en tant que surfaces d'intérêt écologique (SIE) ou de mieux prendre en compte l'effectivité de l'activité agricole sur les espaces sylvopastoraux. Faire partie de ce réseau m'a aussi permis de mettre en place une formation auprès de jeunes agriculteurs avec pour intervenant une conseillère technique d'Auvergne spécialiste des haies.

Développer l'agroforesterie serait très intéressant pour la Corse. En périphérie des parcelles de vignes ou d'agrumes, qui sont des zones monospécifiques, réintroduire des haies favoriserait la biodiversité et permettrait de protéger les cultures du vent. Pour les éleveurs des zones de plaines, introduire des arbres fourragers offrirait de la nourriture aux animaux, notamment aux ovins, pendant l'été lorsqu'il n'y a plus d'herbe. Ces apports arriveraient au bon moment : lors des mises-bas ou pendant la lactation. Encore peu pratiquée, l'agroforesterie en Corse doit également faire face à une problématique : la production de plants insulaires pour éviter d'importer des maladies comme la *Xylella fastidiosa* ou la Chalarose du Frêne. Depuis 2019, nous collaborons avec un pépiniériste pour produire des plants de mûrier, de frêne et de caroubier locaux en partenariat avec six exploitations et deux lycées agricoles de l'île."

## "Le bien-être de l'éleveur, un des bénéfices majeurs de l'agroforesterie"

par **Gérard Vernis**, éleveur à Franchesse (Allier), lauréat du 1<sup>er</sup> concours national des pratiques d'agroforesterie



"Agriculteur depuis 33 ans, je possède 150 bovins, de race charolaise, que j'éleve sous le label bio « Coeur de terroir ». Depuis toujours, mon exploitation est bocagère, avec des chênes centenaires. Cependant, avant 2008, je faisais comme tous les éleveurs : je broyais mes haies chaque année, par tradition. C'est mon intérêt pour

un projet de chaufferie bois sur notre territoire qui m'a encouragé à remplacer ma chaudière au fioul par une chaudière à plaquettes. Afin de pouvoir me chauffer sans pénaliser le bocage, j'ai fait intervenir la Mission Haies d'Auvergne afin de créer ensemble un plan de gestion de la haie.

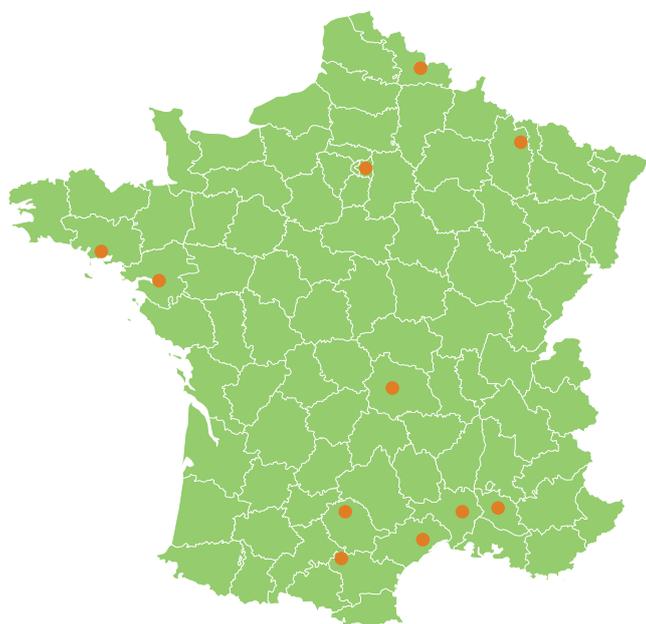
En 2010, j'ai commencé à créer de nouvelles haies avec des noyers, des essences mellifères (tilleuls, merisiers, alisiers...), des saules sur une parcelle proche d'un cours d'eau pour une production rapide de bois... Aujourd'hui, mes bocages ont, en moyenne, une surface de 5 ha. Les bénéfices sont nombreux : économie de fioul mais aussi de paille car je crée de la litière plaquette, diversification de mes productions avec les fruits de noyers, enrichissement de mon miel avec les essences mellifères, protection naturelle contre le vent et la chaleur pour mes animaux, préservation de la biodiversité... Autre bénéfice majeur : le bien-être de l'éleveur ! Je me sens mieux dans cet écosystème. Les oiseaux sont nombreux, c'est agréable, c'est riche... J'étais très content d'être récompensé lors du concours national des pratiques d'agroforesterie car préserver ses haies est encore mal vu chez les éleveurs. Cette initiative peut contribuer à changer les mentalités."

# RNPAT SAISON 2

## Réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux

Impulsé par [10 membres fondateurs](#), dont le réseau Terres en villes en tant que chef de file, en copilotage avec les Chambres d'agriculture de France (APCA), la saison 2 du RnPAT a pour objectif de mettre en réseau les acteurs des [projets alimentaires territoriaux](#) (PAT) afin de généraliser la co-construction, la mise en œuvre partagée et l'évaluation des PAT. « *Soutenue en tant que MCDR, la première saison (2015-2018) a permis de constituer et de structurer un réseau d'acteurs du système alimentaire territorial représentatif des différents champs d'action et de la diversité des territoires* » indique Marc Nielsen, directeur de Terres en villes et chef de projet RnPAT. En décembre 2020, le réseau comptait [126 membres](#) d'origines diverses – acteurs institutionnels (collectivités, Etat), économiques, de la société civile, de l'enseignement et de la recherche – et impliqués dans des champs comme l'économie alimentaire, la nutrition et la santé, l'accessibilité sociale, l'environnement, l'aménagement et l'urbanisme... « *La seconde saison est davantage opérationnelle* » poursuit Marc Nielsen. Elle s'articule autour de cinq ambitions : consolider le réseau, observer et évaluer le dispositif « PAT » et ses effets, accompagner les acteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs PAT, contribuer à la créativité et à l'innovation du dispositif PAT et enfin favoriser la cohérence de la politique alimentaire entre les différentes échelles et territoires.

Pour accompagner les acteurs, le RnPAT a par exemple développé une [banque de ressources](#) répertoriant de nombreux outils méthodologiques à destination des porteurs de PAT ainsi qu'un [parcours de formation](#) « *Concevoir et faire vivre des stratégies alimentaires de territoire* ». Le réseau a également créé l'[Observatoire national des PAT](#) (OnPAT), un ambitieux dispositif destiné à « *identifier, observer et caractériser les PAT dans le but d'évaluer leur impact sur le territoire et le dispositif lui-même* ».



“

Relocaliser la production alimentaire, fournir une alimentation de qualité à tous, valoriser les savoir-faire locaux...



”  
**Marc Nielsen,**  
directeur de l'association  
Terres en villes

« *L'OnPAT se décline en quatre composantes : la Banque des PAT qui recense l'ensemble des PAT à l'échelle nationale ; "PATnorama", une analyse approfondie de 73 PAT ; "EvalPAT", une évaluation du dispositif PAT et de l'impact du PAT ; et "En direct de la recherche" destiné à présenter les chercheurs et leurs travaux sur le sujet* » détaille Marc Nielsen.

Autre action mise en œuvre par le réseau : le dispositif "PATLab", des séminaires croisant les disciplines, faisant une large part à la prospective et consacrés à des champs peu investigués tels que la planification alimentaire et la justice alimentaire. Organisé au printemps, le prochain PATLab portera sur les modèles économiques des PAT. « *2021 sera marquée par une évaluation de notre gouvernance et de nos livrables : une première étape pour préparer l'avenir du RnPAT*, souligne Marc Nielsen. *Dans un contexte où la relocalisation de l'alimentation est une préoccupation importante, nous souhaitons également être davantage présent dans le débat national. Ainsi, nous nous sommes par exemple exprimés à propos du volet PAT du Plan de relance.* »

### En savoir +

Terres en villes : Marc NIELSEN  
[marc.nielsen@terresenvilles.org](mailto:marc.nielsen@terresenvilles.org)

APCA : Louise Macé  
[louise.mace@apca.chambagri.fr](mailto:louise.mace@apca.chambagri.fr)

<https://rnpat.fr>



8 porteurs de PAT présentent les innovations de leur projet lors des [Rendez-vous d'automne – hiver du RnPAT du 28 janvier 2020](#)

## "Organiser et gouverner collectivement une filière alimentaire locale "

par **Pascal Tocquer**, chargé de mission Agriculture et alimentation à Lorient Agglomération



"Indissociable de l'agriculture, l'alimentation est une préoccupation majeure de la société. En 2015, nous avons engagé une révision de notre "Charte de l'agriculture". L'une des ambitions de cette nouvelle "Charte de l'agriculture et de l'alimentation" est la co-construction d'un projet alimentaire territorial durable et partagé. Notre PAT a été reconnu en

2017 par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Nos grands objectifs : rendre accessible à tous une alimentation de qualité, développer une agriculture de proximité, organiser et gouverner collectivement une filière alimentaire locale et développer la commande publique en produits locaux de qualité et biologiques. Élaboré par et avec les acteurs du territoire, le programme d'actions du PAT s'articule autour de 45 initiatives. Dans le cadre du projet de recherche [AlimDURable](#), les Universités de Bretagne Occidentale et de Bretagne Sud ont par exemple développé [timiam.bzh](#), un outil pour aider les habitants à s'alimenter de façon plus locale et plus durable. Autres actions : la création d'une association des producteurs du Pays de Lorient pour valoriser les filières locales, l'assistance des collectivités dans l'approvisionnement des restaurations collectives en produits locaux et notamment bio...

Nous sommes membres du RnPAT depuis sa création. Le réseau nous permet d'échanger avec d'autres territoires, de voir comment ils abordent leur PAT et de s'inspirer. Il produit également des ressources qui nous aident à convaincre de l'intérêt de nos projets et nous montrent comment d'autres territoires ont franchi le pas avec succès. Enfin, un réseau comme celui-ci nous apporte plus de poids au niveau national pour faire remonter les besoins locaux."

## "Le RnPAT capitalise beaucoup de ressources très utiles "

par **Stéphanie Machelart**, chargée de mission à l'association Chemin Faisant, coordinatrice du PAT « Manger mieux, bon et bien en Pyrénées Catalanes »



"Impulsé en 2016 par les associations Chemin Faisant, RépliqueS 66 et la CCI, notre PAT est porté par un collectif d'acteurs : le Réseau Pyrénéen de Développement Collaboratif (Res'Pyrem). Notre objectif est de créer un projet global et transversal destiné à mutualiser les moyens et à regrouper toutes les actions du territoire Cerdagne

Capcir Haut-Conflent pour une alimentation durable. Notre PAT s'articule autour de 5 axes : « Construire un projet de territoire », « Éduquer à la santé par l'alimentation », « Promouvoir les produits locaux de qualité et une organisation collective des achats », « Réduire le gaspillage alimentaire » et « Coopérer avec les acteurs transfrontaliers et valoriser le patrimoine local ». Lauréat de l'appel à projets 2017 du Programme national pour l'alimentation, notre projet poursuit son développement, notamment sur la base d'un diagnostic territorial partagé réalisé en 2018 avec le soutien financier de LEADER.

Le RnPAT m'apporte d'abord une connaissance sur ce qui se fait ailleurs, des retours d'expériences ainsi que des ressources thématiques. Le réseau capitalise beaucoup d'informations qui apportent du poids à mes échanges avec les institutions. Avec le RnPAT, j'ai également pu participer à la formation « Concevoir et faire vivre des stratégies alimentaires de territoire ». Très instructive, elle m'a permis de créer un réseau avec d'autres coordinateurs et de prendre de la hauteur sur mon PAT, de voir différemment son fonctionnement. La formation a consolidé mon rôle de coordinatrice. Elle m'a montré que j'avais la bonne posture, celle de cheffe d'orchestre."

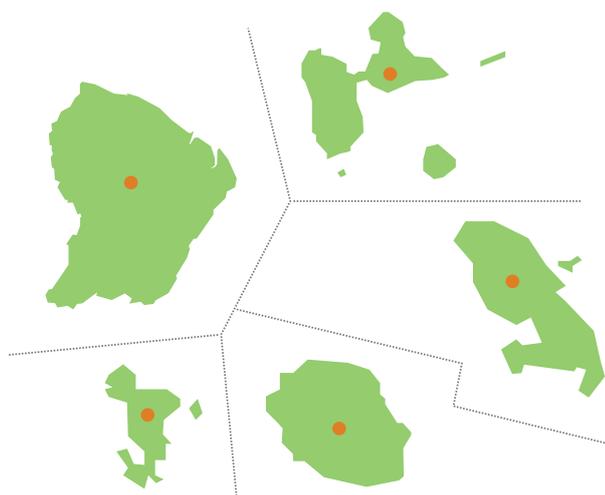
# TransAgriDom

## Accentuer la synergie entre territoires et acteurs des réseaux d'innovation et de transfert agricole pour assurer la transition agroécologique dans l'outre-mer

Des milliers de kilomètres ont beau les séparer, les agriculteurs et éleveurs des territoires ultra-marins partagent des problématiques communes. Comment réduire la dépendance aux importations alimentaires ? Comment diversifier les productions et s'assurer un revenu suffisant tout en respectant l'environnement et la santé humaine ? Voilà les grandes questions agronomiques, sanitaires ou économiques que se posent les nombreux partenaires de TransAgriDom.

« L'idée est simple : favoriser le partage de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques entre les différents acteurs de l'outre-mer français pour accélérer la transition agroécologique dans ces territoires » résume Jean-Marc Thévenin, co-animateur national des RITA (Réseaux d'innovation et de transfert agricole dans les outre-mer), chargé de TransAgriDom. Chercheurs, ingénieurs, techniciens, formateurs, conseillers... Le projet associe 19 structures de la recherche, de l'expérimentation ou de l'enseignement qui collaborent notamment dans le cadre de groupes opérationnels du PEI (partenariat européen pour l'innovation) et d'actions du plan Ecophyto 2+. Leurs travaux prolongent ceux menés de 2015 à 2018 au sein d'un précédent projet MCDR : [AgroEcoDom](#).

Fertilité des sols, agroforesterie, autonomie alimentaire des élevages de ruminants, gestion des prairies, santé et bien-être animal, qualité des miels et gestion des ruchers ou encore agritourisme : autant de thématiques approfondies par les partenaires dans le cadre de groupes de travail, en lien direct avec les agriculteurs. Couvrant les filières animales, végétales et transversales, les résultats de TransAgriDom se traduisent par la diffusion d'outils, [d'applications](#), de protocoles, de



“

Répondre plus rapidement aux défis agronomiques rencontrés par les agriculteurs ultramarins



Jean-Marc Thévenin,  
co-animateur national des RITA

”

fiches techniques ou de [vidéos](#) mis à disposition sur une même plateforme collaborative : [COATIS](#). Ils sont également partagés lors de visioconférences ou de rencontres annuelles organisées par exemple à Paris lors du Salon international de l'Agriculture ou sur le terrain comme en Guyane fin 2019. « Nous avons par exemple développé une [application sur les plantes de service](#) et réalisons un répertoire des outils et principes pour une bonne stratégie de lutte contre le huanglongbing (HLB) des agrumes » illustre Jean-Marc Thévenin. Toutes ces actions menées en faveur de la formation et de l'accompagnement des professionnels de l'Outre-mer dans la transition agroécologique visent un même objectif : « Répondre plus facilement et plus rapidement aux défis agronomiques et, in fine, contribuer à l'adaptation des politiques publiques sur ces territoires. »

### En savoir +

CIRAD : Jean-Marc Thévenin  
[jean-marc.thevenin@cirad.fr](mailto:jean-marc.thevenin@cirad.fr)

Instituts et centres techniques métropolitains (Acta, ITAVI, Idele, ITSAP) et domiens (eRcane, IT2, Solicaz) ; Chambres d'agriculture (Martinique, Guyane, Réunion) ; associations, organisations de producteurs et coopératives (ARP, FRCA, GDS, CoopADEM, Assofwi) ; LPA de Coconi ; Parc naturel régional de Martinique

<https://coatit.rita-dom.fr>



Démonstration de plantation d'un cacaoyer par Arnaud Laridan, enseignant au lycée agricole de Matiti (Guyane)  
© Stéphane Saj

## "Les espèces de sous-bois ont une carte à jouer dans l'agriculture ultramarine"

par **Stéphane Saj**, chercheur au CIRAD, animateur du volet « Agroforesterie » de TransAgriDom



"Nous menons des travaux inter-dom consacrés aux systèmes de culture agroforestiers contenant des espèces de sous-bois, des végétaux qui se développent naturellement à l'ombre des forêts humides : cacao, café et vanille. Ces espèces ont une carte à jouer dans l'agriculture ultra-marine, en particulier pour les petites exploitations en recherche de diversification et de marchés de niche à haute valeur ajoutée.

Quatre stages de terrain ont aidé à caractériser différents systèmes de culture dans les territoires ultramarins : cacaoyers sous couvert forestier en Guyane et en Guadeloupe, association de caféiers et de bananiers en Martinique, de vanilliers et de fruitiers en pente modérée à Mayotte... Cette analyse a permis de dresser une typologie des systèmes et des personnes qui les gèrent. Accessibles dans une [synthèse en ligne](#), les résultats sont intéressants à plusieurs titres : les points communs entre les DOM le sont davantage au niveau des agriculteurs que des systèmes de culture, très divers. Les producteurs, en majorité des hommes responsables de petites exploitations, ont depuis moins de 3 ans des parcelles de cacao, café ou vanille inférieures à 1 ha. Par ailleurs, la grande majorité d'entre eux partagent les mêmes volontés : produire avec le moins d'intrants possible, vendre des produits à forte valeur ajoutée ou accéder plus facilement aux aides. C'est pourquoi les échanges et les actions communes sont essentiels.

Chercheurs, agriculteurs, DRAAF, collectivités, instituts techniques, lycées agricoles, associations de préservation de l'environnement... TransAgriDom met en relation l'ensemble des acteurs des filières agricoles pour trouver de nouvelles façons d'avancer et proposer des approches et modèles technico-économiques communs. C'est là toute la force du projet."

## "Développer des outils pertinents et utiles pour mieux accompagner les éleveurs"

par **Maeva Miralles-Bruneau**, ingénieure d'études et expérimentation à l'Association réunionnaise de pastoralisme (ARP)



"TransAgriDom offre l'opportunité de faire le point sur les connaissances en production fourragère et de développer des outils de diagnostic et d'aide à la décision pertinents et utiles. Choix d'espèces, potentiels de foudrage, valeurs nutritionnelles des fourrages... Nous réalisons un guide destiné à donner des clés aux techniciens pastoraux des outre-mer, souvent isolés et confrontés à des contextes pédo-climatiques bien

différents de ceux auxquels ils ont été formés en métropole. À paraître en 2021, ce guide couvrira tous les aspects de la gestion du pâturage, du sol jusqu'au coût de production, et s'appuiera notamment sur une observation de la pousse de l'herbe menée pendant 3 ans. Finalité de la publication : rendre accessible et pratico-pratique des informations et protocoles auprès des techniciens et éleveurs en zones tropicales.

En manque de références et d'outils, de nombreux éleveurs s'interrogent aussi sur la mise en place de parcours de volailles de plein air : types d'herbes ou d'arbres à planter, création de zones d'ombre et de protection contre le vent, etc. Des témoignages vidéo d'éleveurs en agroforesterie ainsi qu'un guide d'aménagement des parcours sont en préparation, notamment grâce à un travail d'identification d'espèces endémiques mené avec l'ArmeFlhor, le Parc national et l'ONF.

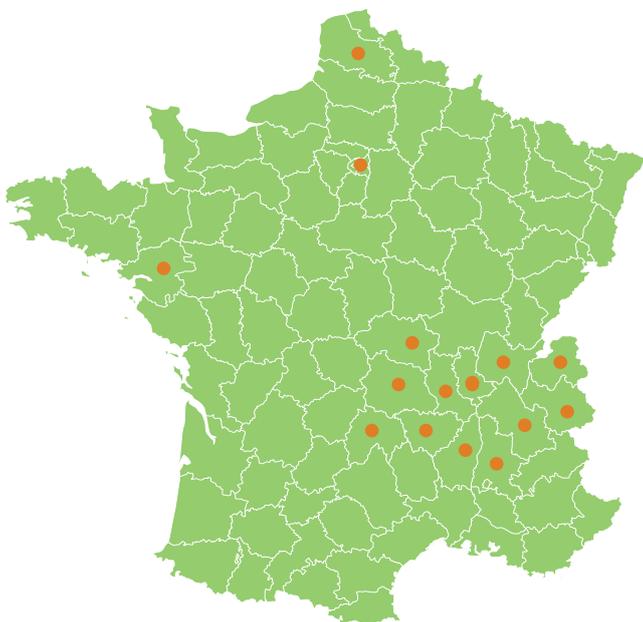
Comment faire un bilan fourrager ou mettre en place un essai de démonstration ? Comment adapter des formations et des animations à des éleveurs aux profils très disparates, des anciens aux plus jeunes ? Ces problématiques du transfert agricole sont les mêmes pour tous les territoires ultramarins. TransAgriDom permet d'y répondre par des rencontres et des échanges afin d'aider les éleveurs à mieux gérer leurs prairies au quotidien."

# UsageR-E-S

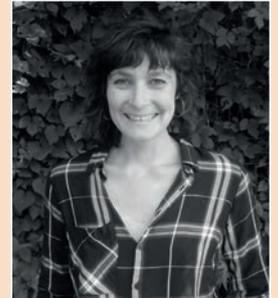
## Innover par et avec les usager-e-s : territoires ruraux vivants et technologies appropriées

Épierreuse, décortiqueuse de petit épeautre, récolteuse de semences prairiales, poulailler... Ces agroéquipements, souvent issus de savoir-faire locaux, ont été fabriqués par des agriculteurs, avec l'aide de l'Atelier Paysan, dans le cadre du projet UsageR-E-S. À travers ce prolongement d'une 1<sup>re</sup> MCDR (Usages), la coopérative d'autoconstruction s'intéresse aux innovations par les usages, en partant des constats de terrain ou de sol, d'une dynamique de groupe ou d'un contexte sanitaire... « *Nous nous intéressons à ces agriculteurs qui innovent et mettons l'accent sur trois publics spécifiques : les futurs installés, les femmes paysannes et les agriculteurs en difficulté* », explique Morgane Laurent, animatrice nationale de l'Atelier Paysan. La coopérative cheffe de file et ses partenaires ont conduit ces dernières années différents projets, adaptés à chaque groupe d'usagers.

Concernant les futurs installés, une enquête est par exemple réalisée auprès de dix-sept fermes afin d'identifier les clés pour mieux accompagner les cédants et les repreneurs dans leurs projets de restructuration. « *Nous souhaitons mieux comprendre cette problématique à travers la question des bâtiments, des statuts juridiques et du travail en collectif* », précise la coordinatrice du projet. La finalité ? Assurer le renouvellement des populations agricoles en dépit du décalage existant entre les fermes à transmettre et les projets d'installation mais aussi du difficile accès au foncier. L'Atelier Paysan collabore aussi avec deux espaces-test agricoles, dans le Pas-de-Calais et dans le Tarn, où des chantiers d'agroéquipement ont été accomplis. Un four à pain, construit en 2019 lors d'un chantier collectif, a par exemple été installé sur l'espace-test de l'Essor Maraîcher, à Gaillac. « *Nous voulions voir comment un espace-test peut devenir un lieu où des outils sont testés par des personnes en réflexion sur leur installation future, pour ensuite réaliser des choix techniques une fois qu'elles s'installeront* ».



Mettre l'accent sur trois publics spécifiques : les futurs installés, les femmes paysannes et les agriculteurs en difficulté



**Morgane Laurent,**  
animatrice nationale  
de l'Atelier Paysan



En Loire-Atlantique et en Ile-et-Vilaine, ce sont deux groupes de femmes qui sont accompagnés et formés à la maîtrise de la technique en agriculture et à la conception et la réalisation d'outils adaptés à leurs besoins de femmes paysannes. De manière plus générale, la coopérative effectue un travail de recensement, d'analyse et de valorisation de l'innovation paysanne. Il se traduit notamment par la diffusion sur son site internet des plans et tutoriels des outils mis au point et « validés par l'usage ».

Les partenaires du projet doivent maintenant terminer la mise en place de formations pilotes puis dresser le bilan des expérimentations et méthodes d'accompagnement menées tout au long d'UsageR-E-S. Leur ambition commune : favoriser le développement de l'agroécologie, du « faire soi-même » et du « faire ensemble » et redonner une autonomie technique et financière aux agriculteurs.

### En savoir +

L'Atelier Paysan : Morgane Laurent - [m.laurent@latelierpaysan.org](mailto:m.laurent@latelierpaysan.org)

Réseau Civam : Sixtine Prioux - [sixtine.prioux@civam.org](mailto:sixtine.prioux@civam.org)

RENETA : Jean-Baptiste Cavalier - [jb.cavalier@reneta.fr](mailto:jb.cavalier@reneta.fr)

L'Atelier des Jours à venir : Maria Pothier - [maria@joursavenir.org](mailto:maria@joursavenir.org)

GAEC et sociétés : Romain Quesnel - [romain.quesnel@gacettsocietes.fr](mailto:romain.quesnel@gacettsocietes.fr)

Solidarité paysans : Amélie Dumez - [adumez@solidaritepaysans.org](mailto:adumez@solidaritepaysans.org)

Réseau des AMAP d'Île-de-France : Lucie Humbaire - [lucie@amap-idf.org](mailto:lucie@amap-idf.org)

Cap rural : Mylène Thou - [valorisations.innovations@cap-rural.org](mailto:valorisations.innovations@cap-rural.org)

<https://latelierpaysan.org/Le-projet-UsageR-E-s>



Formation sur le travail du métal avec des agricultrices et des partenaires d'UsageR-E-S.  
© L'Atelier Paysan / CC by NC-SA

## "Développer des outils adaptés au travail des paysannes "

par *Émilie Serpossian*, animatrice agriculture durable au Civam Loire-Atlantique



"Au sein du Civam, nous permettons à des agricultrices d'accéder à des savoirs techniques, notamment sur le travail du métal, dans un espace en non mixité. D'après des retours d'expérience, dans les espaces mixtes, il existe une autocensure et une autodépréciation vis-à-vis des participants masculins ainsi qu'une expression de sexisme, plus ou moins

bienveillant et conscient. Nous souhaitons par la suite observer et dégager des éléments les plus objectifs possible de l'intérêt ou non de ces démarches.

Nous travaillons également sur le développement d'outils adaptés au travail des paysannes, à leur force physique et aux contraintes spécifiques de leur ferme. Pour notre groupe de femmes, plusieurs outils ont été envisagés et le choix s'est porté sur deux charriots pour une productrice de petits fruits et une maraîchère. Nous aurons pour cela deux jours de formation à Avessac en janvier, avec Quentin Charvet, ingénieur-formateur de l'Atelier Paysan. Tout un travail de recherche et développement a été réalisé en amont par les agricultrices pour créer les plans et adapter les outils à leurs besoins et leur pratique. Ensuite, nous allons toutes apprendre à connaître les outils, à les utiliser en sécurité, à lire des plans, à comprendre les propriétés de certains matériaux... Quelques semaines plus tard nous aurons une troisième journée pour tout finaliser.

Cette démarche crée de la solidarité autour d'une cause commune. Les agricultrices trouvent leur place, travaillent dans de meilleures conditions et souhaitent susciter des vocations féminines dans l'agriculture."

## "Rendre autonomes les paysans vis-à-vis de leur matériel agricole "

par *Pierre-Henri Roussel*, animateur de l'espace-test agricole du Gerموir (62)



"Membre du réseau national des espaces-test agricoles (RENETA), nous avons été sélectionnés comme site pilote en 2020 pour auto-construire, avec l'Atelier Paysan, quatre outils de maraîchage : [une butteuse](#), [un cultibutte](#), [un vibroplanche](#) et [une dérouleuse à bâches](#). Nous avons pris le temps de choisir les bons outils, adaptés à notre réalité.

Cette formation dispensée par l'Atelier Paysan avait deux objectifs. Le premier était le résultat : avoir sur notre espace-test des outils de travail du sol. Le deuxième était la démarche de construction. C'est ça que j'ai trouvé intéressant : nous n'avons pas seulement équipé un espace-test, nous nous sommes formés à la construction des outils, à leur utilisation, à leur réparation... Il y a vraiment cette envie de rendre autonomes les porteurs de projet et les paysans vis-à-vis de leur matériel agricole. Cela nous paraissait important d'auto-construire nos propres outils pour ne pas être dépendants des revendeurs de matériel.

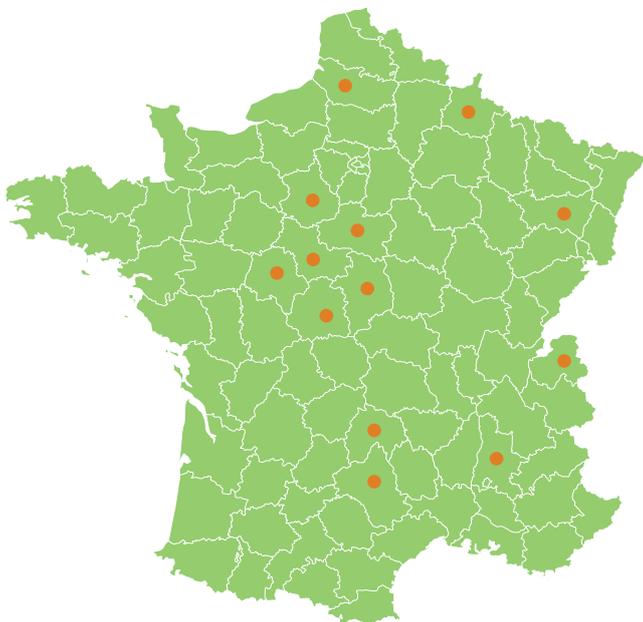
L'Atelier Paysan marie technique et autonomie. Il y a une vision d'éducation populaire dans le fait de nous apprendre à entretenir notre propre matériel plutôt que de déléguer. Se dire que les agriculteurs doivent reprendre en main leur outil de travail, dont le parc matériel, est une valeur que nous partageons avec la coopérative. Cela a aussi permis de découvrir de nouvelles techniques donc une montée en compétences et un gain de confiance en soi."

# VENAISON

## Développer des filières de proximité de valorisation de viande de gibier pour les territoires ruraux

« La viande de sanglier, de cerf ou de chevreuil peut être consommée toute l'année, notamment l'été, pas seulement pour des plats de fêtes ou des recettes en sauce pour 10 personnes. Moins grasse qu'un yaourt nature, elle est aussi intéressante pour ses aspects nutritionnels » assure Eva Faure. Vétérinaire, chargée de mission à la commission sanitaire de la Fédération nationale des chasseurs (FNC), elle porte le projet Venaison destiné à valoriser ce type de viande en filière de proximité, en partenariat avec l'Office national des forêts, le Centre national de la propriété forestière, l'Assemblée permanente des chambres de métiers et d'artisanat, le Conservatoire du littoral et la Fédération des parcs naturels régionaux. Ambitions de ces partenaires : diversifier les activités agricoles et rurales, valoriser le patrimoine naturel, développer le commerce de proximité et maintenir l'équilibre entre le gibier et son habitat.

« Le projet Venaison est tourné vers les professionnels et leurs problématiques. Nous avons retenu 7 sites pilotes afin de définir comment développer des filières de proximité associant les bouchers, charcutiers, traiteurs, ateliers de traitement, gestionnaires de territoires... » Des projets de valorisation ont ainsi été mis en place dans les principales régions de chasse : la Somme, les Ardennes, les Vosges, l'Aveyron, le Cantal, la région Centre-Val de Loire et la Haute-Savoie. S'y déploient différentes actions comme la structuration de collectes des carcasses entre départements ou la création d'ateliers de traitement pour limiter les transports. Autre ambition du projet Venaison : analyser les obstacles réglementaires, sanitaires et logistiques liés à la commercialisation du gibier. La mise en place de chambres froides pour des stockages collectifs sur les lieux de chasse ou celle d'ateliers de découpes agréés et de sites de traitement mobiles figurent parmi les solutions étudiées.



Lever les freins réglementaires et logistiques à la commercialisation du gibier



Eva Faure,  
chargée de mission à la  
commission sanitaire de la FNC



« La tradition favorise le partage direct de la viande entre les chasseurs et leur entourage mais le nombre de chasseurs est en baisse depuis plusieurs décennies tandis que la population de grand gibier a été multipliée par 20 en 40 ans dans certains territoires » rappelle la vétérinaire. À l'issue du projet, les sites pilotes partageront leurs retours d'expériences afin de favoriser la mise en relation des professionnels et de promouvoir « la valorisation d'une ressource naturelle qu'est la viande de gibier comme vecteur de développement local, d'emploi et d'économie sur les territoires ruraux ».

### En savoir +

Fédération nationale des chasseurs : Eva Faure  
efaure@chasseurdefrance.com

Fédération des Parcs naturels régionaux : France Drugmant  
fdrugmant@parcs-naturels-regionaux.fr

Centre national de la propriété forestière :  
Pierre Beaudesson - pierre.beaudesson@cnpf.fr  
Et Sylvain PILLON - sylvain.pillon@cnpf.fr

Office national des forêts : Renaud Klein  
renaud.klein@onf.fr

Conservatoire du littoral et des rivages lacustres : Yvan Jacquemin  
y.jacquemin@conservatoire-du-littoral.fr

Assemblée permanente des chambres de métiers et d'artisanat :  
Marianne Villeret - villeret@apcma.fr

[www.chasseurdefrance.com/decouvrir/venaison/](http://www.chasseurdefrance.com/decouvrir/venaison/)



En Centre-Val de Loire, le nombre de sangliers prélevés est passé de 37 000 à 800 000 en 40 ans.  
© DGESTIM

## "Structurer des filières courtes pour dynamiser l'économie ardennaise "

par *Jean-Mathieu Gonnet*, directeur de la FDC des Ardennes



"Dans les Ardennes, nous partions d'une page blanche. Nous avons donc réalisé une étude de faisabilité en évaluant par exemple la demande des professionnels susceptibles de commercialiser le gibier localement : restaurateurs, distributeurs, grandes surfaces... Nous souhaitons accompagner l'augmentation des

volumes et profiter du savoir-faire et des connaissances de ces professionnels pour désaisonnaliser la consommation en créant notamment des gammes de produits d'été. Tout ce qui se fait avec le porc, le bœuf et l'agneau peut se faire avec la viande de gibier.

Nous cherchons à développer des filières de proximité pour que le gibier soit traité, découpé et consommé dans le département en faisant appel aux forces en présence : abattoirs, bouchers, traiteurs, charcutiers... Comme les 6 autres sites pilotes du projet, nous manquons d'abattoirs agréés sur notre territoire. L'objectif est de dynamiser l'économie ardennaise en évitant par exemple de faire appel à la Belgique qui dispose de filières de valorisation de la venaison plus développées qu'en France.

Afin d'encourager un approvisionnement local et naturel, nous nous rapprochons aussi de la restauration collective pour commercialiser les « avants » (épaules, cous, plats-de-côtes...) utilisés dans la fabrication de plats cuisinés. Morceaux les plus tendres et nobles, les pièces de l'« arrière » comme les filets, le dos et les cuissots peuvent aussi intéresser les restaurateurs et les bouchers."

## "En France, 70% de la viande de gibier mise sur le marché est importée "

par *Christophe Cuignet*, responsable de la valorisation du grand gibier à la FDC Centre-Val de Loire



"Dans le cadre de Venaison, notre première action a consisté à dresser un état des lieux des dispositifs de valorisation existants, à définir un diagnostic stratégique viable et à réunir des partenaires autour de la table tels que les bouchers et les charcutiers afin d'aboutir à une série d'actions pour créer une filière en

circuit court avec l'ensemble des fédérations professionnelles. La première de ces actions a été d'optimiser la collecte sur le terrain puisque dans la région à peine 10% des prélèvements sont collectés.

Autre action mise en place : la gestion des déchets. Lorsqu'un chasseur abat un sanglier, les déchets représentent des volumes importants, de l'ordre de 2 300 tonnes par an à l'échelle de notre région. Nous allons donc mettre en place des bacs de récupération à disposition. Il faut également développer des partenariats avec les abattoirs et les grossistes afin qu'ils dépècent les carcasses de grands gibiers pour simplifier le travail des bouchers, des charcutiers mais aussi des restaurateurs. Ces professionnels de la commercialisation doivent aussi être accompagnés pour se diversifier vers la venaison.

Aujourd'hui, la France importe plus de 70% de la viande de gibier, en provenance d'Australie, de Nouvelle-Zélande ou des pays de l'Est. C'est une aberration, d'autant que l'offre du pays est largement excédentaire au regard de la demande. Nous essayons de réunir tous les acteurs de la filière pour développer un réseau de collecte et proposer des solutions de commercialisation locales."



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**



**L'Agence**

**AU SERVICE**

**DES COLLECTIVITÉS**

**ET DE LEURS PROJETS DE TERRITOIRE**

**Mise en œuvre de l'agenda rural**

Plan d'action interministériel composé de plus de 181 mesures en faveur de la ruralité : commerces, mobilités, santé, numérique, jeunesse, éducation...

**Accompagnement sur mesure des projets de territoire**

Soutien en ingénierie de projet, assistance à maîtrise d'ouvrage publique, analyses territoriales...

**Déploiement du programme Petites villes de demain**

Concrétisation des projets de revitalisation des communes de moins de 20 000 habitants et des territoires alentour

**Vous avez des projets ?**

**Contactez votre préfet, délégué territorial de l'ANCT.**

Retrouvez l'Agence sur :  
[agence-cohesion-territoires.gouv.fr](http://agence-cohesion-territoires.gouv.fr)

